



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/1998/NGO/109
24 avril 1998

FRANÇAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 10 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DÉPENDANTS

Exposé écrit présenté par Reporters sans frontières, organisation non
gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[14 avril 1998]

1. Plus de la moitié des 185 États Membres de l'ONU ne respectent pas la liberté de la presse. En dix ans, plus de 600 journalistes ont été assassinés dans le monde dans l'exercice de leur profession.
2. En Algérie, 57 journalistes ont été assassinés depuis janvier 1992. Ces meurtres ont été imputés à des groupes armés composés de soi-disant intégristes islamiques. Aucune enquête indépendante sur ces assassinats n'a été menée, même s'il subsiste de sérieux doutes quant aux instigateurs de certains d'entre eux. En outre, deux autres journalistes ont "disparu" après avoir été enlevés par les forces de l'ordre. Les autorités ont également procédé à 24 incarcérations et à 40 interrogatoires de journalistes et ont, à 58 reprises, saisi les exemplaires de certains journaux et suspendu ou interdit des organes de presse.
3. Au Bélarus, la liberté de la presse est de plus en plus restreinte depuis l'arrivée au pouvoir du Président Loukachenko en 1997. Le quotidien d'opposition *Svaboda* a été interdit, le correspondant d'une chaîne de télévision russe a été expulsé et un autre correspondant a été incarcéré.
4. Au Myanmar, les autorités interdisent tous les organes de presse indépendants du pouvoir. Six journalistes sont toujours détenus dans des conditions très dures et seraient victimes de mauvais traitements.
5. En 1997, le Cameroun de Paul Biya a été le pays le plus répressif d'Afrique francophone en matière de liberté de la presse. Tout un arsenal de lois a permis l'emprisonnement de sept journalistes. En 1998, trois autres journalistes ont été condamnés à des peines de prison, notamment Pius Njawé, le directeur de la revue trihebdomadaire indépendante *Le Messenger*, qui a été condamné à deux ans de prison pour avoir publié un article dans lequel il faisait état des problèmes cardiaques du Président.
6. Pour ce qui est de l'Asie, il ne faut pas oublier qu'en Chine, 11 journalistes sont encore en prison où ils purgent des peines d'une durée comprise entre trois ans et la perpétuité. La presse est toujours sous la coupe du Parti communiste.
7. Dans l'ex-Zaïre, le renversement du régime de Mobutu, survenu le 17 mai 1997, n'a rien changé pour la presse. Les incarcérations et les mesures répressives prises par le Gouvernement de Laurent-Désiré Kabila s'inscrivent dans le droit-fil des multiples arrestations et expulsions de journalistes étrangers auxquelles Mobutu avait procédé en son temps. En République démocratique du Congo, sept journalistes ont été emprisonnés en 1997 et au moins 20 autres ont subi des interrogatoires. Le 25 novembre, 10 journalistes ont été flagellés pour avoir assisté à une conférence de presse donnée par un dirigeant d'un mouvement d'opposition. En décembre, les locaux de la revue *Elima* ont été mis à sac par les militaires, qui ont également occupé les locaux du mensuel *Le moniteur de l'économie*.
8. Cuba est le seul pays d'Amérique latine où la presse est totalement muselée. Les journalistes des agences de presse indépendantes - qui sont toujours illégales - sont considérés comme des "traîtres à la patrie" et emprisonnés. En 1997, Lorenzo Páez Núñez, de la *Oficina de prensa independiente*, a été condamné à 18 mois de prison pour "avoir diffamé la police" et pour "outrage". Le fondateur de l'Agence *Línea Sur Press* a été condamné à six ans de prison pour avoir qualifié le Président Fidel Castro de "menteur". Toujours en 1997, 13 journalistes ont été arrêtés et 28 autres

ont été interrogés ou menacés par les forces de l'ordre. Cinq autres ont dû s'exiler après avoir été emprisonnés.

9. En Éthiopie, 20 journalistes sont actuellement détenus et 20 autres sont en liberté sous caution. Les quatre hebdomadaires privés les plus importants ont été fermés par le Gouvernement de Meles Zenawi. De nombreux journalistes indépendants se sont vu obligés de s'exiler.

10. Au Mexique, trois journalistes ont été assassinés en 1997, 30 autres ont été victimes d'agressions et 11 ont fait l'objet de menaces. La majorité de ces journalistes avaient enquêté sur des cas de corruption, de trafic de stupéfiants ou d'abus de pouvoir. Paradoxalement, à l'heure où le système politique mexicain se démocratise, on constate que le nombre d'agressions et de menaces visant les journalistes ne cesse d'augmenter. Nombreux sont les hommes politiques, les militaires présents dans des zones de conflit - États de Chiapas et de Guerrero -, les fonctionnaires et les trafiquants de drogues, qui s'attaquent aux journalistes. Les auteurs de ces infractions continuent de jouir de la même impunité malgré les recommandations formulées à l'intention des autorités locales par la Commission nationale des droits de l'homme. À ce jour, cinq assassinats de journalistes perpétrés depuis 1995 restent impunis.

11. Au Nigéria, le régime du Général Sani Abacha s'est montré encore plus répressif à l'égard de la presse privée en 1997. Au cours de cette année-là, 90 journalistes, soit quatre fois plus que l'année précédente, ont été arrêtés, agressés ou menacés. Le 31 janvier 1998, le nombre de journalistes emprisonnés s'élevait à 13, dont quatre purgeaient une peine de 15 ans de prison. Cette dégradation de la situation contredit le processus de transition démocratique dont l'élection présidentielle prévue pour août 1998 devrait, d'après le régime du Général Sani Abacha, constituer le point culminant.

12. La Turquie continue de battre de sinistres records en matière d'atteintes à la liberté de la presse. Pour la seule année 1997, 20 journalistes détenus ont été torturés. Plus de 250 autres ont subi des interrogatoires ou ont été détenus pendant des périodes de durée variable. *Reporters sans frontières* enquête en outre sur le sort de 91 journalistes qui sont actuellement en prison.

13. Le Viet Nam ne respecte pas la liberté de la presse. En 1997, les autorités ont renforcé leur contrôle sur la presse. Six journalistes sont détenus dans des camps de travail, la plupart du temps en compagnie de prisonniers de droit commun. En 1990, l'ex-directeur de la revue *Dien Dan Tu Do*, Doan Viet Hoat, a été condamné à 15 ans de prison alors qu'il avait déjà été détenu de 1976 à 1978 sans jugement ni inculpation. Il est actuellement détenu dans la prison pour "délinquants dangereux" de Thanh Cam et est isolé dans une baraque vétuste, avec interdiction de lire, d'écrire et de communiquer avec les autres détenus. Son "infraction" est d'avoir réclamé pacifiquement la démocratie et le respect des libertés fondamentales. Il semble que sa vue ait considérablement baissé parce qu'il n'a pas pu changer de lunettes. Il n'a pu recevoir aucune visite depuis 1996. Nguyen Hoang Linh est l'un des autres journalistes actuellement détenus au Viet Nam. Il a été rédacteur en chef du magazine économique officiel *Doanh Nghiep*. Au printemps 1997, il a commis l'"erreur" de dénoncer des malversations dans les services des douanes. C'est pourquoi il est emprisonné depuis le 8 octobre 1987 sans avoir été jugé.
